

Règlement de la Consultation R.C.

MARCHE PUBLIC

CCAG/TIC – Techniques de l'information et de la communication

Publié au JORF n°0240 du 16 octobre 2009

www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000021158580

**Accord-cadre pour l'acquisition et la maintenance
d'équipements réseau**

**Campus des écoles Institut Mines-Télécom Business
School et Télécom SudParis**

N° 21 SCE 001 M

Date et heure limite de réception des offres :

JEUDI 11 FEVRIER 2021 à 12h00

[https://www.marches-
publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=688647&or
gAcronyme=a4n](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=688647&or gAcronyme=a4n)

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHE	3
2. ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
3. DUREE DU MARCHE ET/OU DELAIS D'EXECUTION	3
4. DECOMPOSITION EN LOTS	3
5. VARIANTES	3
6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
7. GROUPEMENT D'ENTREPRISE	4
8. MODE DE REGLEMENT ET DE FINANCEMENT	4
9. CONFIDENTIALITE	4
11. RETRAIT DES PLIS	6
12. MODALITES DE REPONSES	6
13. AUTRES RENSEIGNEMENTS	8

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'acquisition et la maintenance d'équipements pour le réseau du campus des écoles Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis.

2. ETENDUE DE LA CONSULTATION

La procédure utilisée pour la conclusion du marché est celle de la procédure d'appel d'offres ouvert selon les dispositions des articles [R.2161.1](#) à [R. 2161.5](#) du code de la commande publique.

Le présent marché est un accord cadre, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles [R. 2162-13](#) et [R. 2162-14](#), et ne comporte pas de montant minimum et maximum, conformément aux dispositions des articles [R 2162.1](#) à [R 2162.6](#) du code de la commande publique.

3. DUREE DU MARCHÉ ET/OU DELAIS D'EXECUTION

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée d'1 (un) an reconductible tacitement trois fois, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur au moins un mois avant la date d'échéance de la période en cours.

Les bons de commande pourront être établis dès le début d'exécution et jusqu'au terme du présent accord-cadre, reconductions comprises.

4. DECOMPOSITION EN LOTS

Sans objet.

5. VARIANTES

5.1 Variantes libres

Ne sont pas autorisées

5.2 Variantes obligatoires

Sans objet.

6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

7. GROUPEMENT D'ENTREPRISE

Les candidatures pourront être présentées sous la forme d'un opérateur économique seul ou d'un groupement conjoint ou solidaire. Le mandataire ne pourra être le même pour plusieurs groupements.

8. MODE DE REGLEMENT ET DE FINANCEMENT

Le mode de règlement est le virement administratif dans un délai de 30 jours.

9. CONFIDENTIALITE

L'attention du candidat est appelée sur l'engagement de confidentialité souscrit à l'occasion du dépôt de sa candidature et de son offre.

10. CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE JUGEMENT DES OFFRES

10.1 Sélection des candidatures

Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

- Garanties et capacités professionnelles (moyens matériels et humains),
- Garanties et capacités financières (chiffre d'affaires),
- Références pour des prestations similaires sur les trois dernières années.

Conformément à l'article 55 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, et avant de procéder à l'examen des candidatures, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que des pièces mentionnées à l'article 50 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats de produire ou compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats : le délai imparti par le représentant du pouvoir adjudicateur au candidat pour remettre ces documents sera indiqué dans le message électronique envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours. Le représentant du pouvoir adjudicateur en informe les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature dans le même délai.

10.2 Jugement des offres

Pour le choix des offres économiquement les plus avantageuses, il sera tenu compte des critères ci-dessous avec leur pondération :

1/ Prix des prestations (40 %) jugé sur la base des prix inscrits dans le détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) et dans le (B.P.U)

2/ Valeur technique (50%) composée des sous-critères suivants :

- Respect des caractéristiques techniques décrites dans le CCTP (40 points)
- Outils d'administration intégrés, yc en mode web (40 points)
- Qualité de l'outil de management/supervision unique (30 points)
- Variété du catalogue proposé en lien avec le B.P.U. (30 points)
- Moyens humains affectés à la maintenance, niveau de connaissance du matériel, conditions d'application de la maintenance proposée, hotline, délai de livraison, garantie des matériels (30 points).

3/ Sous-critères sociaux et environnementaux (10%)

- Prise en compte de l'environnement (consommation, implication environnementale l'entreprise, éco labellisation, recyclage des matériels usagés, éco conception) partie sociale (10 points)

Modalités de calcul des critères :

- Pour le prix :

- Dans un premier temps, les candidats vont obtenir une note sur 10 en appliquant la formule suivante : $[(10 \times \text{le prix le plus bas}) / \text{le prix du candidat}]$.
- Dans un second temps, cette note obtenue est pondérée par le pourcentage du critère prix indiqué ci-dessus.

- Pour la valeur technique :

- Dans un premier temps, pour chacun des sous-critères, les candidats vont obtenir un nombre de points sur la base d'une grille d'évaluation
- Dans un second temps, les candidats vont obtenir une note sur 10 pour l'ensemble des sous-critères en appliquant la formule suivante : $[(10 \times \text{nombre de points total obtenu par le candidat}) / \text{le nombre de points total maximum obtenu par le meilleur candidat}]$.
- Enfin, dans un troisième temps, la note obtenue est pondérée par le pourcentage du critère valeur technique indiqué ci-dessus.

11. RETRAIT DES PLIS

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque opérateur économique qui en fait la demande.

Le dossier doit être téléchargé à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=688647&orgAcronyme=a4n>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Adobe® Acrobat® (.pdf) et les fichiers compressés au format Zip® (.zip).

12. MODALITES DE REPONSES

Le dépôt des offres se fera exclusivement par la voie dématérialisée.

En application des articles R.2132.2 et R.2132.3 du décret n°2018-375 du 3 décembre 2018 et du décret n° 2002-692 du 30 avril 2002, en complément aux modalités classiques de déroulement de la consultation, les soumissionnaires pourront déposer leur offre sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le soumissionnaire ne doit pas : - utiliser certains formats, notamment les ".exe" ou autres exécutables, - utiliser certains outils, notamment les "macros".

Le soumissionnaire doit faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soit pas trop volumineuses en compressant les documents au format Zip® (.zip).

De plus, l'utilisation de cette procédure est assujettie à la détention par le candidat d'une signature électronique sécurisée dont les modalités sont détaillées au décret n° 2001-272 du 30 mars 2001. Une fois connecté et enregistré sur la plate-forme de dématérialisation, le soumissionnaire pourra déposer sa candidature et son offre en suivant les instructions fournies par la plate-forme.

Chaque candidat devra produire un dossier complet rédigé en langue française qui contiendra d'une part l'ensemble des pièces justificatives à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

- Une lettre unique de candidature (imprimé DC1 à jour ou équivalent) mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement.

Dans ce dernier cas, la lettre de candidature mentionnera les membres du groupement et sera signée par chacun d'entre eux ou par le mandataire dûment habilité. Il doit être précisé expressément si le mandataire est habilité à signer la lettre de candidature et l'offre de groupement.

- Une déclaration du candidat (imprimé DC2 à jour ou équivalent) ainsi que les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour l'engager.

- Un dossier de présentation de l'entreprise précisant ses expériences en matière de prestations similaires, permettant d'évaluer ses capacités techniques, professionnelles et financières, notamment en énumérant ses moyens techniques et humains, son chiffre d'affaires, ses qualifications et en précisant s'il est fait recours, le cas échéant, à la sous-traitance.
- Délégation de pouvoir ou de signature le cas échéant.
- Assurances responsabilité civile en vigueur.
- Extrait Kbis de moins de trois mois.

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise les formulaires 3666 et URSSAF dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

Et d'autre part, les éléments relatifs à son offre :

- L'acte d'engagement (A.E.), à compléter, dater et signer - sans modification - par le représentant qualifié de l'entreprise,
- Le bordereau des prix unitaires » (B.P.U), à compléter
- Le détail estimatif quantitatif (D.Q.E.), à compléter,
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), à accepter – sans modification,
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), à accepter – sans modification,
- Le mémoire technique et le catalogue du candidat.
Ce mémoire technique permettra de noter les critères de la valeur technique détaillés ci-dessus, article 10.2

Nota bene : en référence à l'article 4 du décret n° 2002-692 du 30 avril 2002, le Pouvoir Adjudicateur n'autorise pas les candidats à envoyer leur offre sous la forme d'un double envoi (transmission de la signature électronique puis transmission de l'offre elle-même). Les candidats devront faire parvenir leur offre avant la date limite de remise des offres précisée sur la page de garde du présent règlement de consultation.

Copie de sauvegarde

Les candidats ont la faculté de faire parvenir au Pouvoir Adjudicateur une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou support papier. Cette copie de sauvegarde doit parvenir au Pouvoir Adjudicateur avant la date limite de remise des plis.

Cette copie doit être placée dans un pli recommandé et affranchi avec avis de réception postal et parvenir à destination avant les dates et heure limites précisées sur la page de garde.

« Copie de sauvegarde
Intitulé du marché
Nom du candidat »



Ce pli sera envoyé à l'adresse suivante :

IMTBS et TSP
Direction des Affaires Financières – service des marchés
9, rue Charles Fourier
91011 Evry Courcouronnes Cedex

Virus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Si un virus est détecté dans l'offre remise électroniquement celle-ci n'est pas ouverte. La copie de sauvegarde peut alors être utilisée le cas échéant sous condition qu'elle ne contienne pas non plus de virus. Dans le cas contraire l'offre est rejetée et le candidat est averti grâce aux renseignements saisis lors de l'identification.

13. AUTRES RENSEIGNEMENTS

13.1. Modification du dossier de consultation

Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis se réserve la possibilité d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

13.2. Unité monétaire du marché

Le candidat est informé que l'Euro est l'unité monétaire de l'accord-cadre.

13.3 Personnes à contacter

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date de remise des offres, une demande via LA PACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=688647&or gAcronyme=a4n>

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation sur LA PLACE.